

Nous devons nous lancer à l'assaut de la vague de réaction du parti conservateur et notre parti s'engage à faire passer les gens en priorité.

Les Canadiens ont cru le premier ministre et aujourd'hui ils veulent que les conservateurs reviennent au pouvoir. Ils savent qu'avec nous, ils verront l'économie s'améliorer peu à peu et que nous leur dirons la vérité. Ils savent qu'ils seront dirigés par un parti qui tient ses promesses, et non un parti qui prétend vouloir redonner le sens de la dignité aux particuliers tout en garantissant leur sécurité mais qui ne fait rien pour y parvenir, si ce n'est adopter des mesures législatives tout à fait en contradiction avec cette promesse.

Puis, dans le paragraphe suivant, il a déclaré ce qui suit:

Nous devons reconnaître à chaque Canadien le droit d'avoir un emploi.

Comment les députés d'en face osent-ils prendre la parole à la Chambre après avoir fait ce genre de promesse? Comment peuvent-ils supporter de voir les statistiques pour Terre-Neuve, par exemple, où le taux de chômage est supérieur à 30 p. 100, ou encore de Sudbury? Comment osent-ils nous regarder en face? Ils sont si habitués à détenir le pouvoir qu'ils ne ressentent plus rien. Comment peuvent-ils dire qu'ils reconnaissent à chaque Canadien le droit d'avoir un emploi quand 1.6 million de Canadiens sont sans travail? Enfin, le premier ministre a déclaré ceci:

Et, ce qui est plus important, nous devons garantir la sécurité de revenu aux personnes du troisième âge. La retraite doit être une période de paix et non de crainte. Nous ferons tout cela et plus encore.

On peut s'imaginer le premier ministre à Toronto, tout excité et ému, en train de déclarer aux journalistes que ce qui importe le plus, c'est de garantir la sécurité de revenu aux personnes âgées, que la retraite doit être une époque de paix et non de crainte et qu'ils feront tout pour atteindre ce but.

Il n'a pas parlé alors de proposer de mesures législatives en vue de supprimer l'indexation des pensions. Il n'a pas dit aux dizaines de milliers de fonctionnaires retraités qu'il allait limiter leur pension de retraite. Il n'a pas dit aux titulaires des allocations familiales ou de la sécurité de la vieillesse que leurs prestations ne seraient plus indexées. Il a dit qu'il fallait garantir la sécurité de revenu aux personnes du troisième âge.

Cela rend malade de voir qu'un parti puisse ainsi retourner sa veste, après avoir fait de telles promesses, et qu'il soit encore au pouvoir. Ce parti s'accrochera au pouvoir jusqu'à la limite de cinq ans, jusqu'à ce qu'il soit littéralement jeté dehors par la loi. Il nous faudra obtenir des brefs de mandamus, des injonctions, faire appel à l'armée. Le gouverneur général devra intervenir pour les forcer à déclencher des élections parce qu'ils ont peur d'affronter l'électorat. C'est pourquoi je vote contre ce projet de loi. Je vote contre cette mesure parce qu'elle contredit totalement le programme libéral dont on nous a rebattu les oreilles en janvier et février 1980. Par ces mensonges, cette tromperie, cette imposture, on a leurré les Canadiens, on les a incités à nous mettre dehors avant que nous ayons la chance de montrer ce dont nous étions capables, et à reporter au pouvoir cette bande de cyniques, d'hypocrites, de fraudeurs, ces escrocs. Ils ont frauduleusement trompé les prestataires de la pension de vieillesse. Ils leur ont promis la sécurité du revenu.

● (1630)

M. Lang: Vous devriez avoir honte.

Prestations de retraite supplémentaires—Loi

M. Crosbie: C'est vous qui devriez avoir honte. Vous devriez démissionner. Vous devriez être le premier à faire preuve de savoir-vivre. Le député de Kitchener devrait faire preuve d'honnêteté. Il devrait s'en aller, au lieu de rester ici à bêler. Son heure de gloire viendra le jour où il démissionnera.

M. Lang: C'est votre pression artérielle qui vous joue un vilain tour.

M. Crosbie: Je tiens à conserver mon calme, monsieur le Président.

Ce projet de loi permet au gouvernement de trahir une entente qu'il a conclue avec les fonctionnaires à la retraite. Ces gens ont travaillé toute leur vie et ils sont maintenant à la retraite. Voilà ce qui différencie cette mesure de toutes les autres mauvaises actions du gouvernement. Les fonctionnaires se font—fourrer n'est pas le mot juste, en tout cas pas le mot poli; quel autre terme conviendrait mieux? Les fonctionnaires se font fourrer, blouser, jobarder. Voilà ce que l'on fait aux pensionnés et aux retraités de la Fonction publique. Ces gens sont maintenant à la retraite. Ils ont bien servi leur pays. Ils croyaient que le gouvernement s'était engagé à leur égard. Et maintenant, on leur dit qu'ils doivent lutter contre l'inflation en renonçant à l'indexation de leurs pensions.

D'abord, le gouvernement tente de gagner leurs votes en disant «Nous sommes incompetents; nous ne savons pas comment juguler l'inflation, mais nous allons vous protéger, vous, les fonctionnaires du Canada, les membres des Forces armées et ainsi de suite, en vous donnant des pensions indexées. Par conséquent, vous n'avez pas à vous inquiéter de notre incompetence en matière d'économie. Peu importe que nous soyons incompetents, si le coût de la vie augmente de 100 p. 100, vos pensions augmenteront également de 100 p. 100». Voilà ce qu'on leur a dit. Beaucoup d'entre eux ont alors voté pour le parti libéral. C'est ce qu'il leur a dit en 1980. Le gouvernement change maintenant son fusil d'épaule et il dit «Tout cela, c'était de la frime. Vous serez bien mieux si vous n'obtenez pas ce revenu additionnel. C'est évident, vous aurez bien plus de sécurité dans votre vieillesse, vous jouirez beaucoup mieux de votre âge d'or si vous avez un gouvernement qui trahit les promesses qu'il vous a faites». Voilà ce qu'il leur a dit. Voilà ce que le premier ministre a dit lorsqu'il a lancé le programme dont je vous ai lu un extrait. Il a déclaré: «Nous avons un programme économique qui donnera aux Canadiens un sentiment de dignité». La réduction des pensions des fonctionnaires fait partie de son programme. Qui cela avantage-t-il? La bande de profiteurs du gouvernement. Ils servent leurs propres intérêts et non pas ceux des citoyens. Oui, il font marcher l'assiette au beurre, mais pas pour monsieur Tout le monde. «Pour assurer une certaine sécurité», voilà ce qu'a dit le premier ministre.

Où est ce programme? Les libéraux de l'arrière-ban ne se révoltent pas. Le député d'Ottawa-Centre ne va pas au caucus en disant: «Je vais convaincre notre chef de tenir ses promesses sinon je quitte le parti». Non, c'est une véritable marionnette. Il se laisse manipuler. Il fait écho aux hypocrisies que nous avons entendues aujourd'hui, ces déclarations ridicules selon lesquelles le gouvernement ne touche pas à l'indexation assurée par la cotisation spéciale de 1 p. 100 que les employés ont payée, et qu'on va seulement limiter l'indexation sur la part versée par le gouvernement.